

Conseil national – 15 et 16 juin 2019

Rapport sur les élections municipales – Pierre Lacaze

Cher·e·s camarades,

Je vous propose, après la discussion d'hier soir, de poursuivre nos échanges sur les municipales de mars 2020, à partir du dossier présenté par Pascal Savoldelli au CN de juillet 2018 qui reste d'actualité, de la dernière note du secteur Élections au CN de mars dernier, en s'appuyant aussi sur les débats du CEN et des secrétaires départementaux. Nous vous renverrons ces documents par courriel, dès lundi. Je vous propose, au bout du débat, d'avoir un échange puis un vote sur la résolution qui vous a été remise hier et que nous amenderons ensemble pour arriver à la version définitive. Nous aurons aussi à valider les propositions nationales que nous portons pour les villes et villages. Nous souhaitons reprendre celles que vous retrouvez aux pages 68 à 74 du document de l'ANECR qui vous a été remis hier. Document pour lequel je vous engage à passer commande au plus vite pour vos fédérations et sections. Nous discuterons aussi d'une méthode de travail et de notre stratégie sur la constitution des listes, avec un objectif à confirmer : celui du maintien des municipalités avec un ou une maire communiste, ainsi que celui de notre réseau d'élue·s dans des majorités ou dans l'opposition, au niveau des villes, des intercommunalités, jusqu'aux métropoles, sans oublier les reconquêtes possibles.

Une donnée est sûre aujourd'hui : en dehors de la métropole lyonnaise, le mode de scrutin à deux tours n'a pas changé, avec le fléchage pour les métropoles (fait nouveau sur le Grand Paris) et le seuil des 1 000 habitant·e·s au-dessus duquel le vote se fait au scrutin proportionnel par liste paritaire avec prime majoritaire, alors qu'en-dessous il s'agit d'un scrutin majoritaire plurinominal avec panachage.

Dans beaucoup de communes, la campagne a déjà commencé mais, pour notre part, nous n'avons pas partout désigné nos chef·fe·s de file ou têtes de liste, y compris dans les villes de plus de 20 000 habitant·e·s. Il faut, de ce point de vue, prendre des décisions énergiques durant le mois de juin et l'été afin d'être au rendez-vous en septembre. Je vous rappelle que nous n'avons pas de commission d'investiture nationale et que c'est dans les villes que les communistes décident par vote, avec un avis du conseil départemental et du conseil national pour les villes de plus de 20 000 habitant·e·s. Ces chef·fe·s de file ou têtes de liste ont déjà été désigné·e·s dans beaucoup de ces villes, mais pas dans toutes. Je vous propose d'avoir cette validation lors du conseil national de septembre.

Nous vous proposons de mettre en place une commission d'animation de la campagne des municipales qui pourrait aider, en lien avec les sections et les départements, à notre entrée en campagne sur tout le territoire au plus vite ; à partager les informations ou initiatives ; à assurer la solidarité nationale dans les discussions avec nos partenaires. Cette commission pourrait se réunir le 1^{er} juillet, à 15 heures. Elle serait composée du secteur Élections nationales, du secrétariat de l'ANECR avec les suivis régionaux de l'exécutif, ainsi que de représentant·e·s des départements de la Région parisienne, du Nord, d'Ille-et-Vilaine, des Bouches-du-Rhône, de Seine-Maritime, du Pas-de-Calais, de la Dordogne, du Gard, du Cher, de l'Hérault, de la Gironde, de Meurthe-et-Moselle, de Moselle, du Rhône et de l'Allier. Notre campagne aura des rendez-vous nationaux au moment de notre université d'été, du

campus des élu-e-s, de la Fête de l'Humanité et du congrès de l'ANECR des 4 et 5 octobre. Fixons-nous l'objectif d'inscrire le plus grand nombre d'élue-s de nos villes et départements à ce congrès, en plus des élu-e-s régionaux-ales et des parlementaires pour en faire un grand rendez-vous de la campagne électorale et un congrès permettant aussi à l'ANECR de travailler à une plus grande efficacité, avec une réflexion engagée pour modifier son organisation actuelle.

Avec l'ANECR et les groupes parlementaires, nous serons vigilant-e-s et réactifs-ves aux suites des annonces d'Édouard Philippe vendredi, dans la belle ville d'Albi, devant le congrès des villes de France, notamment sur le statut de l'élue, sur les compétences et la question des rapports aux intercommunalités ou sur la fiscalité locale, avec un premier rendez-vous, le 18 juin, avec les associations d'élue-s, mais aussi sur la réforme constitutionnelle prévue par l'exécutif.

Lors de cette campagne électorale, nous voulons porter notre vision de la commune. La commune est le lieu d'expérimentation de politiques de progrès social : politiques de solidarité (logement social, aides à l'accès à la santé pour tou-te-s, droit aux vacances, accès à la culture à tous les âges, aides sociales...). Ces politiques s'appuient sur notre conception du service public. La contractualisation, les réformes fiscales remettent en cause la démocratie municipale, mais le but est de mettre à bas les services publics. C'est un enjeu démocratique et d'égalité entre les citoyen-ne-s. La commune, c'est aussi là où s'expriment avec force le milieu associatif et l'implication citoyenne.

Le mode de scrutin des municipales est différencié selon les strates de population, avec l'application du scrutin de liste à partir de 1 000 habitant-e-s. En dessous de ce seuil, le mode de scrutin majoritaire plurinominal avec panachage s'applique : les électrices et électeurs choisissent au premier tour parmi des candidat-e-s (ayant tous fait acte officiel de candidature en préfecture ou sous-préfecture), qui sont élu-e-s s'ils ont obtenu la majorité absolue et le vote d'au moins un quart des électeurs inscrits ; au second tour, la majorité relative suffit. Au-dessus de 1 000 habitant-e-s est appliqué le scrutin proportionnel par liste paritaire, comportant autant de candidat-e-s que de sièges à pourvoir, avec prime majoritaire pour la liste arrivée en tête au second tour (avec majorité absolue comme relative). Au premier tour, est requise la majorité absolue, au second la majorité relative. La liste arrivée en tête remporte automatiquement la moitié plus un des sièges en jeu. Le reste des sièges est ensuite attribué à la proportionnelle, entre toutes les listes présentes ayant obtenu plus de 5 % des suffrages exprimés. Le maintien d'une liste au second tour est possible si elle obtient au moins 10 % lors du premier tour. Les fusions de listes sont possibles avec celles ayant obtenu plus de 5 %.

Nous sommes à 9 mois du premier tour des élections qui se tiendra le 22 mars. Le 1^{er} septembre peuvent s'ouvrir les comptes de campagne. Nous aurons donc, dans la plupart des cas, une campagne engagée dès la rentrée, voire en novembre. Toutefois, je vous propose que nous décidions aujourd'hui que le PCF rentre en campagne pour les municipales de 2020 avec l'objectif de valoriser la gestion communale solidaire, le rôle premier des communes dans la vie démocratique, leur libre administration et une fiscalité permettant d'agir pour répondre aux besoins des populations ainsi que pour des intercommunalités de projets partagés et choisis.

Notre premier objectif est de répondre aux enjeux de mobilisation du Parti et de nos concitoyen-ne-s dans un contexte difficile. Le mouvement des gilets jaunes l'a exprimé,

nous l'avions déjà identifié avant le vote aux européennes qui l'a souligné à nouveau. Notre pays est traversé par des fractures lourdes, le gouvernement ne répond pas à ces enjeux. Ce n'est pas nouveau pour nous. Avec nos élu·e·s, nous avons été à l'origine de l'appel de Grigny sur les difficultés des quartiers populaires des villes, mais aussi des zones rurales délaissées. Il y a une souffrance lourde, une colère profonde, avec pour beaucoup des habitant·e·s de notre pays, des conditions de vie qui se dégradent considérablement, une perte de repères et une perte de confiance envers les partis politiques et les élu·e·s.

Notre débat d'aujourd'hui ne peut être déconnecté des résultats des européennes et de la situation du pays, même si la photographie des résultats électoraux ne sera pas la même pour les municipales. Nos résultats, comme ceux des autres forces politiques, ne seront en rien les mêmes qu'aux européennes, dans chaque village ou ville. Je veux quand même insister sur l'impact du bouleversement de la structuration de la vie politique française à l'issue de ses européennes. Après 2017 et une structuration avec quatre forces politiques autour de 20 %, 2019 fait ressortir la polarisation entre le RN et LREM au-dessus de 20 %, et le résultat à 13 % d'EELV, avec l'effondrement de LR et de la FI. Je ne reviens pas sur notre débat d'hier sur l'analyse de ces résultats, mais une des données incontournables, à mon avis, est la capacité du RN et de LREM à gagner des villes et à peser sur ces élections dans nos villes et dans les villes de gauche, mais aussi avec un intérêt potentiel pour nous dans les villes de droite où peuvent se créer des opportunités, face aux divisions à droite et au poids de l'extrême droite. Et, à gauche, une demande de rassemblement qui va traverser les électors, à défaut des dirigeant·e·s des différents partis.

Sur la participation, comme sur les résultats, le vote a souligné les disparités entre, d'une part, la France semi urbaine et rurale et, d'autre part, le résultat dans les métropoles ou grandes villes, liés à leurs structurations sociologiques. Nous devons intégrer ces questions, non seulement pour répondre aux enjeux métropolitains, avec un point précis sur les différentes situations, mais aussi pour prendre en compte les spécificités des milieux ruraux.

Ces élections municipales seront déterminantes pour notre parti, comme pour toutes les formations politiques. Nous devons déjouer la complicité organisée entre LREM et le RN qui vise à structurer le débat politique autour d'une seule confrontation : le duel entre ces deux formations politiques, en vue de réaliser l'élection d'Emmanuel Macron pour un deuxième mandat ou l'arrivée au pouvoir de Marine Le Pen pour le RN.

Il faut réussir les municipales pour nous et pour les forces de gauche, en lien avec les aspirations écologistes et citoyennes afin de stopper un schéma extrêmement dangereux pour nos territoires et pour le pays. Car, en effet, la révolution néolibérale et la thérapie de choc qu'applique Macron à la France sont profondément néfastes. Il faut y mettre un terme. Elle s'accompagne d'une mise en miroir du RN et de perspectives de victoires de l'extrême droite aux élections locales à venir, voire à la présidentielle.

Je vous propose de faire prendre conscience dans le Parti, autour de nous, avec celles et ceux qui nous font confiance, militant·e·s du monde associatif, syndicalistes, de l'importance de ces élections municipales. Elles doivent stopper la vague libérale de déréglementation économique, sociale et démocratique que représente LREM et le marche-pied pour le pouvoir du discours nationaliste du RN. Nous ne sommes pas au niveau sur cette question. Bien entendu, cela renvoie aux constructions locales mais il faut que cette question soit débattue dans le Parti pour qu'il s'y implique pleinement.

Soulignons avec nos camarades l'importance de notre présence à ces élections municipales de mars 2020 qui vont précéder les départementales et les régionales en 2021, avant d'attaquer la séquence présidentielle et législatives de 2022. Avec, entre temps, en septembre 2020, des sénatoriales importantes. Plus que les européennes, ces élections vont constituer un point névralgique pour la représentation politique, les villes gagnées aident sur les cantons et la situation des départements marquera l'avenir des régions. Dans une perspective difficile pour nous de réduction du nombre de parlementaires, le poids de notre représentation locale sera important pour construire à la fois la visée et la visibilité du PCF.

Adressons-nous de manière large aux adhérent·e·s du Parti, pour une implication forte dans les municipales, en soulignant les enjeux locaux, la démarche de proximité, tout en donnant à voir nos propositions nationales et notre stratégie pour battre la droite et l'extrême droite et lier à cette élection les mobilisations contre les choix gouvernementaux. Elles auront lieu dans le contexte du référendum sur Aéroports de Paris, de la réforme des retraites, de la réforme institutionnelle et de la casse de la fonction publique.

Nous avons des difficultés à surmonter sur les candidatures qu'il faut prendre à bras-le-corps. Des difficultés liées à notre affaiblissement politique depuis plusieurs années, à nos zones blanches importantes à l'échelle nationale, mais aussi aux conditions d'exercice d'un mandat local. Même si nous sommes prêt·e·s dans beaucoup d'endroits, nous avons dans d'autres un manque de candidat·e·s. Pas par l'absence de militant·e·s ou de sympathisant·e·s, mais par un manque de motivation des camarades, au vu des difficultés vécues par les élu·e·s dans la gestion des villes. Trop souvent critiqué, voire dénigré, je crois qu'il faut revaloriser l'engagement militant de nos élu·e·s. Ils et elles sont des militant·e·s et, dans ce moment difficile, il faut combattre avec force le discours anti-élu·e·s dans le Parti et, sur la base de nos propositions, valoriser l'engagement de nos camarades pour les mettre en œuvre. Travaillons nos réseaux dans le milieu associatif et syndical. Prenons également nos responsabilités face à la menace sur la démocratie dans notre pays et, au-delà des difficultés, nous devons rendre majoritaire partout l'importance d'avoir des élu·e·s. J'évoquais le rôle qu'elles et ils auront pour certains aux sénatoriales, mais il faut aussi y travailler en intégrant l'intercommunalité et les transferts de compétences, donc avoir une discussion globale entre nous et avec des partenaires sur les deux niveaux que sont la commune et l'intercommunalité.

Pour notre parti, le résultat aux européennes n'est pas à la hauteur, notre maintien en dessous des 3 % nationalement ne submerge pas l'appréciation positive pour les militant·e·s de notre campagne électorale. Cela doit nous permettre de maintenir un calendrier et une préparation des municipales tels que nous les avons décidés. Nous avons un avantage : nous avons un parti qui, durant la campagne, a démontré une capacité à organiser, à faire, à retrouver une visibilité, et c'est un atout pour l'entrée en campagne nationale sur les municipales, dès le 17 juin. Notre score doit aussi se valoriser au regard des 6 % du PS et de la FI, des 3 % de Génération.s et des 13 % d'EELV. En considérant que notre ancrage territorial, même mis à mal en 2014, reste pour beaucoup dans le cadre de rassemblements à gauche – notamment avec le PS, EELV ou le PG-FI –, nous pouvons valoriser notre résultat en miroir de ces autres formations.

À droite, la recomposition politique se poursuit et nous verrons jusqu'où elle ira. Je le répète, elle est un danger selon les endroits, mais peut constituer ailleurs un atout.

La préparation des municipales se fera en parallèle des initiatives de recomposition à gauche, potentiellement d'ailleurs à nos dépens, par des formations faiblement ou pas implantées dans les villes. Nous aurons à gérer nos intérêts, en lien avec notre démarche de rassemblement. Nous pouvons, face au danger du RN ou des victoires de LREM, porter l'idée du maintien dans nos villes de rassemblements citoyens, soutenus par les forces de gauche, dans une démarche participative. Le secrétaire national, le CEN, le CN aujourd'hui dans la résolution, peuvent proposer une démarche de rassemblement répondant à cette question présente dans l'électorat de gauche.

Si l'on regarde le résultat des élections dans nos villes, à l'exception de quelques-unes où nous rivalisons avec le RN (très rares mais elles existent), nous sommes sinon en troisième position, même bas derrière RN et LREM, ou pas loin des autres forces, mais nous sommes souvent derrière EELV assez haut et la FI souvent plus basse. Là où nous sommes 3^{es} et souvent 1^{es} à gauche, ou 4^{es} derrière EELV, notre implantation locale peut légitimer notre tête de liste. Même 5^{es}, notre ancrage peut justifier le soutien d'une partie des forces de gauche à nos candidat-e-s et nous redonner une légitimité électorale avec la somme des électorats.

EELV ou FI peuvent chercher à gagner dans nos villes, avec un contexte qui s'annonce difficile pour la gauche et où ces deux formations ont besoin d'implantations.

EELV, car ils resteront certainement dans une démarche d'une écologie politique autonome, hors du clivage gauche-droite, et la FI dans une démarche de fédération populaire, portée par Jean-Luc Mélenchon pour sa prochaine présidentielle et cherchant à renforcer son implantation locale. En même temps, ses lourdes difficultés à l'issue des européennes, son débat interne, l'aspiration au rassemblement vont modifier certainement le positionnement de la FI qui a un rendez-vous national le 23 juin. EELV va chercher plutôt à surfer sur les résultats et à se présenter partout au premier tour, pour négocier au mieux dans la volonté de supplanter le PS. Ceci avec de plus l'ambiguïté entretenue sur son rapport à la gauche, dans la même démarche qu'aux européennes, en s'inscrivant dans une écologie politique, hors clivage gauche-droite, et capable d'alliances au coup par coup, au deuxième ou au troisième tour. Le PS est le parti de gauche qui a le plus d'implantation locale et, s'il est traversé par la crise de la social-démocratie et ses difficultés nationales, il sera présent avec de l'ambition sur ces élections, à l'échelle de tout le territoire.

Les rapports de force locaux ne sont pas des copies conformes des rapports nationaux mais, historiquement, des tendances nationales se déclinent aux municipales. Pour autant, dans les grandes, voire très grandes communes, l'influence sur le vote des partis politiques nationaux reste importante.

L'importance du projet municipal.

L'écriture d'un nouveau récit semble être aujourd'hui capitale pour des électrices et électeurs en quête de renouvellement profond des dirigeant-e-s politiques. Il y a une idée dominante sur le souhait de « voir autre chose », d'expérimenter de la nouveauté. Le positionnement du parti présidentiel sera celui de l'opportunisme (soutien à des maires ex-PS ou ex-tout, à des LR, etc.). Le but est d'afficher des victoires au soir du second tour, en ayant simplement « choisi » les meilleures chances.

C'est dans une démarche de proximité de rassemblement des citoyen-ne-s de nos villes que nous pourrions mettre en difficulté ces stratégies pouvant conduire *in fine* à l'échec de tous, mais qui, de fait si elles se produisent, nous mettront dans une situation difficile au premier tour. Aucune force à gauche n'est centrale, le résultat d'EELV est haut comparé aux autres mais reste en dessous de celui de 2009 pour une formation politique plus fragilisée sur les municipales. Nous avons à prendre l'initiative dans nos villes et ailleurs pour empêcher que la division à gauche conduise à nouveau à l'échec.

Portons une démarche nationale transparente sur le rassemblement qui doit se concrétiser dans nos villes, si possible pas au cas par cas mais à l'échelle des départements. Nous voulons permettre un échange entre nous sur la situation des villes, celle des départements et le niveau national. Nous aurons des rencontres bilatérales d'ici fin juin avec Génération.s et le PS, elles se calent ; le principe est arrêté avec la FI et pas encore avec EELV, et nous verrons d'autres formations politiques. Nous avons déjà ces rencontres dans nos villes et dans les départements. Il faut maintenant accélérer pour voir les possibilités d'accords et les zones d'affrontement. Nous devons poursuivre nos échanges là-dessus. Je remercie les fédérations qui ont renvoyé le questionnaire sur la situation relative aux municipales et nous relancerons celles qui n'ont pas répondu.

Nos maires, nos élu-e-s, nos candidat-e-s implanté-e-s ont toujours un avantage.

Le ou la maire et les élu-e-s municipaux-ales conservent toujours un avantage dans la bonne perception qu'ont les électrices et les électeurs des élu-e-s, mais ils et elles sont de plus en plus fragilisé-e-s : 50 % de nos concitoyen-ne-s seulement en moyenne veulent réélire leur maire, 38 % dans les banlieues populaires, 42 % en zones rurales. La satisfaction sur le bilan est passée de 71 % en 2008 à 63 % en 2014. Elle est aujourd'hui à 61 % et a baissé de 10 % en dix ans. Les électeurs se détermineront à 30 % au lieu de 38 % la dernière fois sur l'étiquette politique. Ce sont le projet, le bilan et la personnalité des candidat-e-s qui priment pour 60 %, selon l'enquête de l'IFOP.

Nos élu-e-s enrichissent fortement la réflexion concrète du PCF sur des questions centrales pour nos concitoyen-ne-s comme l'eau, le logement, les transports, l'énergie, la santé, la petite enfance, l'urbanisme... Ils et elles sont de toutes les luttes et solidarités sociales, sociétales et internationalistes, qu'il s'agisse des expulsions, des coupures de gaz, d'électricité, de l'aide aux sans-papiers, de la défense de l'emploi et des services publics, du développement industriel, de la protection de l'environnement, de l'accès à la culture pour tou-te-s, du logement social... Les maires et élu-e-s communistes sont aussi des rassembleurs de toute la population, par des pratiques démocratiques innovantes d'implication des citoyen-ne-s dans la gestion des affaires de la cité. Dans cette campagne, nous devons donner à voir la spécificité de la gestion communiste, la valoriser, montrer que nous savons faire, que nous nous inscrivons dans un réseau national de près de 7 000 élu-e-s et de plus de 600 maires.

Vous avez à votre disposition l'état des forces sur une grande partie de nos communes de plus de 3 500 habitant-e-s. Aucune élection n'est gagnée d'avance, nous avons des endroits où nous pouvons avoir confiance et d'autres où ce sera plus dur. Mais, au final, c'est par l'implication de notre parti, de notre collectif, en lien avec les habitant-e-s que nous aurons les meilleurs résultats.

Notre rôle de parti, doit être de jouer les incubateurs pour passer des aspirations, des colères, des luttes et des problèmes à des projets municipaux et des listes de rassemblement. Le projet sera le ciment de l'union et de la constitution de la liste. La question du rassemblement à gauche ne se posera pas que simplement par un accord entre partis. Il y aura une dimension de liste citoyenne de co-élaboration de la liste et du projet en même temps. Nous invitons les élu·e·s et responsables communistes à organiser la réflexion locale des communistes sur les politiques à mettre en œuvre dans leur ville. À élargir les ateliers de travail de nos militant·e·s au plus grand nombre de citoyen·ne·s. Avoir dans nos villes un travail de proximité de segmentation de l'électorat, de manière la plus organisée possible, à partir de l'ensemble des contacts pris et du travail sur les bureaux de votes et les listes électorales.

Là où ce n'est pas fait, il s'agit de lancer un appel à toutes les forces qui sont capables d'être avec nous à l'offensive sur ce sujet.

Nous pouvons nous mettre en lien avec des luttes identifiées au niveau local (transports, santé, environnement, logement, accès à l'éducation, à la culture, etc.). C'est dans la lutte que nous atteindrons nos objectifs de visibilité, de « compétence militante » et de légitimité à l'union, des élu·e·s et des candidat·e·s porteurs·euses des luttes.

Nous allons proposer des projets ancrés dans le vécu de nos concitoyen·ne·s, porteurs de mesures de progrès social, autour de valeurs communes basées sur des principes simples. Il faut pouvoir proposer et contrer une politique libérale bien identifiée désormais. Nous avons cet objectif de construire, dans la proximité, au plus près avec les préoccupations locales, en faisant exister nos positions nationales sur l'enjeu de ces municipales.